

# Europe : le retour planifié de l'austérité

 alternatives-économiques.fr/christian-chavagneux/europe-retour-planifie-de-lausterite/00099372

Chronique

17/06/2021

Christian Chavagneux Editorialiste

Que le message soit clair : « *Nous refusons l'austérité* », assène notre ministre des Finances, Bruno Le Maire. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe après la crise financière de 2007-2008 et après celle de la zone euro, il ne s'agit pas, cette fois, de réduire à grande vitesse le déficit budgétaire et la dette publique. « *Nous nous donnons cinq ans pour rétablir les finances publiques après la crise* » a-t-il précisé lors de la présentation du plan de stabilité de la France. Pas de panique donc, laissons du temps au temps.

Enfin, tout ça, c'est dans le discours. La réalité des chiffres dit autre chose.

Laissons de côté les années 2020-2021, marquées par un soutien budgétaire sans précédent de l'économie, et même 2022, qui verra les dépenses publiques françaises diminuer de 3,3 % selon les prévisions du gouvernement. Il faut bien sortir un jour du « quoi qu'il en coûte », même si cette baisse aurait pu être plus faible si le ministre arrêtaient enfin de passer son agenda idéologique dans les budgets de pandémie – rappelez-vous les 10 milliards de baisse d'impôts de production l'an dernier, auxquels s'ajoutent cette année 4 milliards d'exonérations de cotisations sociales supplémentaires. Cette politique est suivie depuis vingt-cinq ans avec pas ou peu d'effet sur l'emploi et la compétitivité, mais qui prive la protection sociale de toujours plus de recettes. Passons...

Si l'on regarde la suite du programme budgétaire français pour les années qui viennent, le gouvernement prévoit une réduction graduelle du déficit budgétaire revenant sous la barre des 3 % à l'horizon 2027. Un rythme qui pourrait paraître raisonnable... Si l'effort ainsi mis en œuvre ne correspondait pas à une réduction drastique du poids des dépenses publiques, qui passerait, selon les prévisions de Bercy, de 60,4 % du PIB cette année à 53,1 % en 2027. Plus de 7 points de PIB !

Le gouvernement nous annonce d'ores et déjà le sacrifice d'une partie de la protection sociale

Certes, la fin des mesures exceptionnelles de soutien et la croissance vont aider à réduire le ratio. Mais les choix du gouvernement sont clairs : il prévoit une croissance annuelle moyenne en volume des dépenses publiques sur 2023-2027 de 0,4 %, contre un rythme moyen historique de progression sur 1979-2019 de 2,4 %. Il va falloir taper, et sévèrement, dans les dépenses. Et comme celles consacrées à la redistribution sont les plus importantes, le gouvernement nous annonce d'ores et déjà le sacrifice d'une partie de la protection sociale.

On le voit avec la réforme de l'assurance chômage, ainsi qu'avec le ballon d'essai du retour de la réforme des retraites – retraites dont le rythme annuel de croissance des dépenses est plutôt parti sur 1,5 %. Quand les pensions représentent un quart des dépenses publiques et qu'elles augmentent plus vite que vos plans, il faut les réduire, par exemple en forçant les gens à travailler plus longtemps... même si plus ils vieillissent, plus ils ont de mal à trouver du travail. Une stratégie austéritaire que la Cour des comptes s'est empressée de valider dans un rapport remis à Emmanuel Macron mardi.

## **Europe : les « réformes structurelles » en embuscade**

---

Malheureusement, ce coup de massue sur la protection sociale et les dépenses publiques françaises va se produire dans un environnement européen qui risque de furieusement ressembler à celui qui a prévalu après la crise financière.

Selon les programmes de stabilité budgétaire envoyés à la Commission, le déficit budgétaire de la zone euro sera divisé par deux en 2022 et six pays de l'Union ramèneront déjà leur déficit sous la barre des 3 % l'an prochain, dont l'Allemagne. Le déficit de la zone euro passera sous la barre des 3 % en 2023 et s'approchera des 2 % en 2024. Le tout ne reflétant pas seulement une amélioration de la conjoncture, mais des prévisions de réduction des déficits structurels. Bref, des coupes budgétaires claires un peu partout.

C'est d'ailleurs le message envoyé ce mois-ci par la Commission dans son document d'orientation budgétaire. Cela commence plutôt bien : « *Les Etats membres devraient donner la priorité aux investissements soutenant la croissance, en particulier ceux liés à la transition verte et numérique* », préconise-t-elle. Mais il y a une contrepartie à cet encouragement aux investissements publics : « *Une attention aux réformes budgétaires structurelles, en particulier dans l'objectif d'une dépense efficace et d'une gestion performante des finances publiques, est cruciale.* »

OK pour faire de la dépense publique d'investissement, mais il faut les fameuses « réformes structurelles », litote européenne pour « tailler dans le social », et il faut gagner en productivité. En clair : faire mieux avec moins de fonctionnaires.

Même en tenant compte du plan de relance européen, l'économiste de la Société Générale Yvan Mamalet ne s'embarrasse pas de détour dans son analyse de la politique européenne des années qui viennent : « *Le risque est celui d'une consolidation budgétaire qui pourrait s'avérer trop rapide et trop forte.* » « *C'est un vrai risque* », confirme Florence Pisani, cheffe économiste de Candriam.

Bref, on assiste à une planification méthodique du retour de l'austérité et de ses effets économiques et sociaux désastreux. Une monumentale erreur politique, qui ouvre toute grande la porte aux populistes français et européens en embuscade.